

Les violences intrafamiliales « augmentent »

Des stands étaient consacrés à la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, sur le marché de Mayenne.

Trois questions à...

Christophe Doussin, président des Possibles et **Laurette Audouit**, présidente de Femmes solidaires 53.

Pourquoi êtes-vous sur le marché de Mayenne ?

Christophe Doussin : L'idée, c'est de sensibiliser et de dire que les violences intrafamiliales ne cessent d'augmenter, dans tous les milieux sociaux. Il y a différentes formes de violences : physiques, propos dégradants, coupure de liens sociaux, etc. La parole est difficile à libérer.

Il y a eu un changement législatif fin 2022. Les enfants passent du statut de témoin à victime. Le thème du jour est « L'impact des violences conjugales sur les enfants ». On a prévu un espace d'expression, la diffusion d'un court-métrage, etc.

Laurette Audouit : Le sexisme entraîne un sentiment de supériorité sur autrui chez certaines personnes, qui les autorise à ne pas les respecter.

Comment accompagnez-vous les victimes ?

C.D. : C'est parti d'un témoignage. En 2021, une femme qui s'est installée dans le secteur était étonnée qu'il n'y ait pas de groupe de parole dans le Nord-Mayenne. On s'est rapprochés de partenaires et on en a créé un. Il a lieu une fois par mois, le samedi matin. Les femmes se présentent avec une psychologue.

Le CCAS (centre d'action sociale) et



Laurette Audouit, présidente de l'association Femmes solidaires, avec Christophe Doussin, président de l'association Les Possibles.

PHOTO : OUEST-FRANCE

les gendarmes réalisent aussi des actions dans les établissements scolaires, pour sensibiliser.

Comment évoluent ces violences ?

C.D. : Malheureusement, le groupe a sa raison d'être. A minima, il y a une nouvelle femme à chaque séance. Certaines reviennent une fois, d'autres non, et il y en a qui reviennent plus tard.

L.A. : Les violences ont augmenté de 15 % depuis 2021 au niveau national. Il y a eu 240 000 femmes victimes en France en 2022. Ces chiffres sont sous-estimés parce que ce sont ceux des forces de l'ordre. Or, une femme sur quatre porte plainte.

M. B.